

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2026



 **Représenter**

 **Fédérer**

 **Communiquer**

www.initiatives.be
info@initiatives.be

Avec le soutien de la
 **Wallonie**

SOMMAIRE

Introduction

1

Présentation

2

Enjeux et perspectives

3

Les missions

4

Les membres

5

Contacts

6

01 Introduction

Comme chaque année, la Fédération Initiatives publie son rapport d'activités, présentant les actions menées au cours de l'année écoulée. Ce document constitue un exercice de transparence, de redevabilité et de valorisation, présenté lors de l'assemblée générale ordinaire organisée entre mai et juin.

Les activités décrites s'inscrivent dans le cadre du plan d'action annuel validé par les membres, et de la stratégie définie par le conseil d'administration. Si certaines priorités évoluent au fil du temps, les missions fondamentales de la Fédération — défendre les intérêts de ses membres, les accompagner dans leurs pratiques, et représenter le secteur de l'insertion — demeurent pleinement assurées.

L'année 2025 s'inscrit dans un contexte politique intense. Le conclave budgétaire d'octobre a fortement modifié l'agenda politique du secteur, en annonçant les prémisses des modifications de tout l'écosystème de l'économie sociale et de ses spécificités.

2025, une année intense.. que nous vous relayons dans ce rapport.

Bonne lecture.

BUDGET
ACCOMPAGNEMENT
STRATEGIE
POLITIQUE
CONCERTATION
GRAPHIQUES
INDICATEURS-CLES
EQUILIBRE
REFORMES
MEMBRES
CARTOGRAPHIE
ANALYSES
LEGISLATURE
RETOURS DE TERRAIN

02 Présentation

La Fédération

La Fédération Initiatives représente, en Wallonie, les Entreprises d'Insertion (EI), les Initiatives de Développement de l'Emploi dans le Secteur des Services de proximité à finalité sociale (IDESS) ainsi que les Initiatives d'  conomie Sociale (IES). Reconnue comme organisation représentative par la Région wallonne depuis 2006, elle rassemble aujourd'hui près de 64 % des EI et 27 % des IDESS actives sur le territoire.

Elle fédère des **structures de tailles variées**, solidement ancrées dans leur environnement local, qui poursuivent une mission commune : favoriser l'insertion socioprofessionnelle de publics éloignés de l'emploi, au travers d'activités économiques à forte utilité sociale.

Les membres de la Fédération contribuent également à **la mise en œuvre concrète des principes de l'économie sociale**.    ce titre, ils s'inscrivent dans un socle de valeurs partagé, fondé notamment sur la solidarité, l'égalité des chances et des genres, la justice sociale, l'amélioration des conditions de vie et de la dignité humaine, ainsi que le progrès social

Membership 2025

93 membres

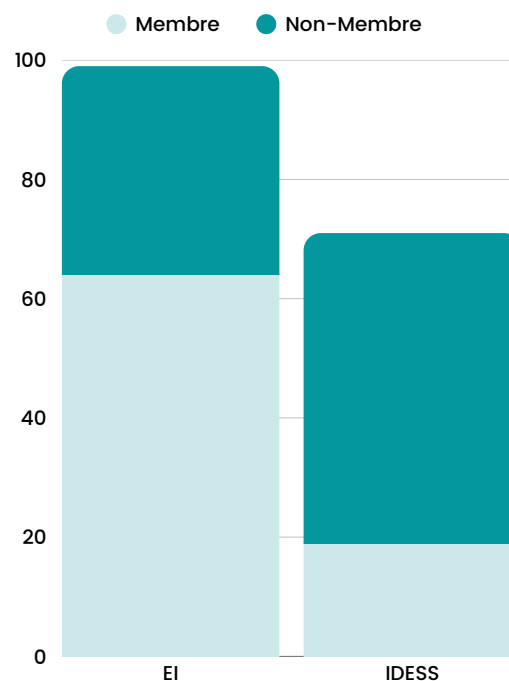
64 Entreprises d'insertion

19 IDESS

4 EI&IDESS

2 Initiatives d'économie sociale

4 Fédérations

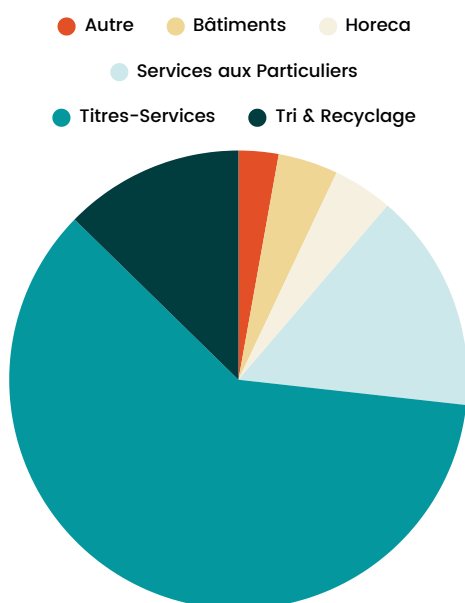


Nos membres et leurs caractéristiques

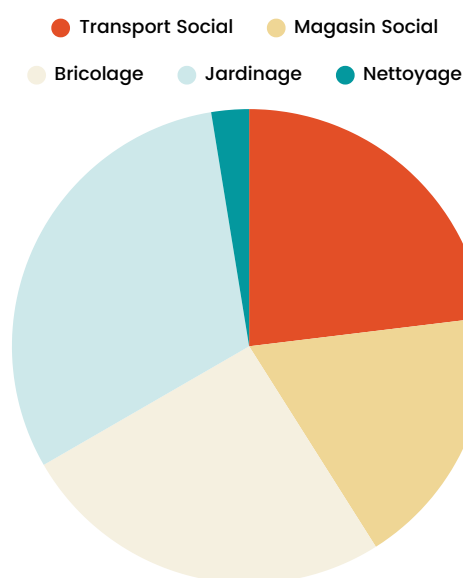
Les membres de la Fédération se distinguent par leur capacité à conjuguer activité économique et mission d'insertion sociale et professionnelle, en s'adressant principalement à des personnes éloignées de l'emploi et peu qualifiées.

Bien que le dispositif IDESS impose certaines limites, les activités économiques développées par l'ensemble de nos membres sont diverses. Qu'il s'agisse du tri et du recyclage, des titres-services, du bâtiment, de l'entretien des parcs et jardins ou encore des services aux entreprises, ils proposent une large palette de biens et services utiles à la société.

Secteurs d'activités des EI



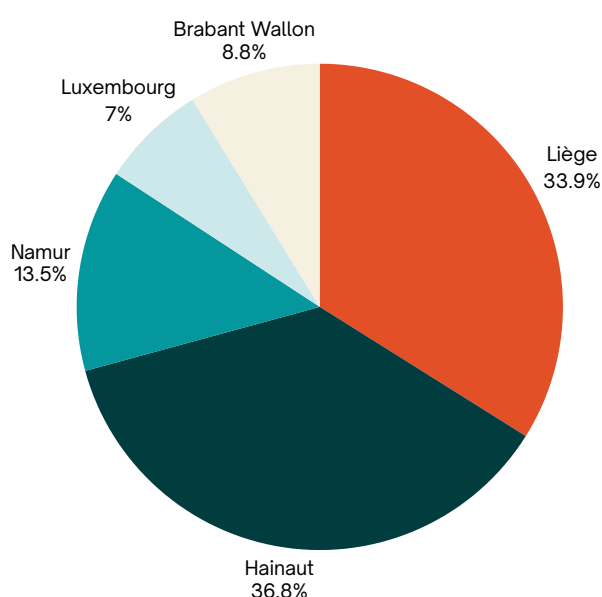
Secteurs d'activités des IDESS



La spécificité de nos entreprises repose sur la mise en place d'un accompagnement social individualisé, complété par des formations adaptées et la participation active des travailleurs à la vie de la structure. À travers divers dispositifs, les structures sont encouragées à créer un cadre de travail propice au développement des compétences techniques et sociales. L'objectif est d'ouvrir des perspectives d'avenir aux travailleurs et de les soutenir dans leur parcours vers la réalisation de leurs aspirations professionnelles.

Nos membres et leurs caractéristiques

Nos membres se distinguent également par leur ancrage local fort. Ils contribuent à la création d'emplois pour les chercheurs d'emploi de leur région tout en proposant des services personnalisés répondant aux besoins de la population locale. Présentes dans les cinq provinces wallonnes, ces structures génèrent une véritable plus-value économique et sociale sur les territoires où elles sont implantées.

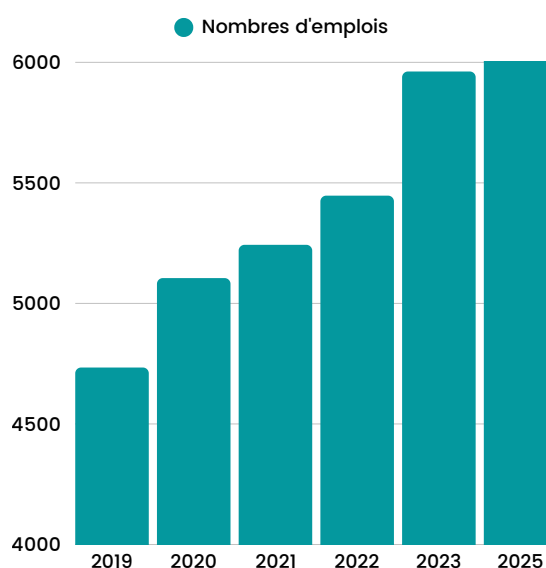


Répartition des EI et IDESS par province

Les provinces de Liège et du Hainaut sont des moteurs du développement des EI et IDESS. Ces dispositifs y sont largement représentés.

Evolution du nombre d'emplois

Malgré de nombreuses pressions et interrogations quant à l'avenir de certains dispositifs, nous continuons de représenter chaque année de plus en plus de travailleurs. Nous retrouvons à nouveau une réelle volonté de croire aux modèles de l'ES.



Nos nouveaux membres

En 2025, deux structures nous ont rejoint :



BRILLO IDESS

Brillo est une entreprise d'insertion active dans le secteur des services, spécialisée notamment dans des activités de nettoyage et d'entretien. Ancrée dans son territoire, elle développe des services de proximité répondant aux besoins des particuliers et des collectivités. À travers ses activités, la structure poursuit une mission d'insertion socioprofessionnelle en offrant des opportunités d'emploi et d'accompagnement à des personnes éloignées du marché du travail.

Adresse :

Rue des Glaces Nationales 144, 5060
Auvélais

Téléphone :

071/ 76 00 45

Personne de contact :

Samuel Courtois



ASD Verviers EI

ASD Verviers est une structure active dans les services à la personne et à la collectivité, proposant notamment des prestations d'aide à domicile et d'accompagnement du quotidien. Implantée à Verviers, elle répond à des besoins essentiels de la population locale tout en constituant un levier d'insertion pour des travailleurs en parcours socioprofessionnel. L'organisation contribue ainsi à la fois au maintien à domicile des bénéficiaires et à la remise à l'emploi de publics fragilisés.

Adresse :

Rue de Dison 175, 4800 Verviers

Téléphone :

087/ 32 90 93

Personne de contact :

Stéphane Delhaxhe

Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2025

La fédération possède un conseil d'administration composé de responsables d'entreprises diversifiées afin d'assurer la représentativité des dispositifs et secteurs d'activités qui composent son membership. Le conseil d'administration guide la stratégie de la fédération.



Ophélie Lababsa
Ekoservices Belgique SCES
Présidente



Denis Morrier
Home Net Services SCES
Vice-Président



Eric Chardon
ACLE SCES
Trésorier



Nathalie Claes
B-Team SCES
Scrétaire



Gérome Halleux
CPAS de
Sprimont



Philippe
Fudala
Cyreo SCES



Jean-Yves Chaboteau
Le Tremplin ASBL



Bénédicte François
Les coups de pouce
fleurusiens SCES



Vincent Laureys
Pôle des Services SCES



Etienne Dewandeler
RES ASBL



Jérôme Vanmeerbeek
Fleur Service Social



Vanessa Segatto
Jefar T Services

L'EQUIPE 2025

L'objectif de 2025 était de renforcer et restructurer l'équipe de la Fédération. Pour ce faire, un processus de recrutement a été lancé au mois d'avril, avec pour objectif de renforcer l'équipe et d'adapter son organisation aux enjeux du secteur.

C'est dans ce cadre que Lise nous rejoint début juin, concrétisant le passage à trois collaborateurs. Notre objectif était de redistribuer les tâches et compétences afin qu'elles soient traitées au mieux. Il nous semblait pertinent de répartir les titres-services, EI, IDESS, partenariats et communication/formation entre les membres de l'équipe.



L'objectif était de disposer d'une équipe complémentaire, capable d'en anticiper les impacts et d'accompagner au mieux les membres. Cette évolution a également permis d'insuffler une nouvelle dynamique de travail au sein du bureau, avec les forces et expériences diverses présentes.



Guillaume Gillet
Coordinateur

Gestion journalière
Matières juridiques
Conseiller dispositifs
d'insertion



Lise Gossiaux
Conseillère

Entreprise d'insertion
Partenariat/communication
depuis juin 2025



Elisabeth Steen
Conseillère

Entreprise d'insertion
Titres-services
jusqu'octobre 2025

03

Enjeux & perspectives 25-26

Chers membres,

Rarement une année aura autant interrogé notre secteur que 2025.

Depuis plusieurs décennies, les entreprises d'insertion, les IDESS et les autres acteurs de l'économie sociale d'insertion ont démontré leur capacité à créer de l'emploi, à accompagner des personnes fragilisées et à répondre à des besoins peu ou mal couverts par le marché traditionnel. Pourtant, au cours de cette année, nombre des dispositifs qui soutiennent cette action ont été questionnés, réévalués ou annoncés comme devant être profondément réformés.

Les débats autour des aides à l'emploi, les discussions relatives au dispositif SINE, les incertitudes entourant l'avenir des titres-services, les réflexions sur les politiques d'insertion ou encore les contraintes budgétaires croissantes ont profondément marqué notre quotidien. Pour beaucoup de nos membres, 2025 n'a pas été une année de développement ou de projection. Elle a d'abord été une année d'attention, d'adaptation et parfois d'inquiétude.

Dans ce contexte, la mission d'Initiatives ES a pris une importance particulière.

Notre Fédération a consacré une part considérable de son énergie à comprendre les réformes en préparation, à analyser leurs impacts, à informer ses membres et à porter leur voix auprès des décideurs politiques. Nous avons multiplié les rencontres, participé aux concertations, produit des analyses, organisé des groupes de travail, mené des actions de communication et contribué à des mobilisations sectorielles. Nous l'avons fait avec une conviction constante : les décisions publiques doivent pouvoir s'appuyer sur la réalité du terrain.

Car derrière les acronymes, les dispositifs et les lignes budgétaires, il y a des personnes. Il y a celles et ceux qui retrouvent progressivement leur place dans le monde du travail. Il y a les équipes qui les accompagnent. Il y a les citoyens qui bénéficient de services de proximité indispensables. Il y a enfin des territoires entiers qui profitent de la richesse économique et sociale créée par nos structures.

03

Enjeux & perspectives 25-26

L'année 2025 a également été exigeante pour notre Fédération elle-même. Notre équipe a connu plusieurs évolutions, notre organisation a dû s'adapter et nous avons parfois été contraints de revoir nos priorités pour répondre à l'urgence de l'actualité politique. Ces ajustements n'ont pas toujours été simples pour la fédération, et surtout ses membres. Ils témoignent cependant de notre volonté de rester une fédération utile, proche de ses membres et capable de répondre aux défis qui se présentent.

Pour autant, je refuse de céder au pessimisme.

L'histoire de l'économie sociale d'insertion est celle d'acteurs qui ont toujours su s'adapter aux changements de leur époque. Les défis sont réels. Les inquiétudes le sont aussi. Mais les besoins auxquels nous répondons n'ont jamais été aussi présents : insertion professionnelle, cohésion sociale, services de proximité, transition écologique, revitalisation des territoires.

Plus que jamais, notre secteur a sa place dans les réponses que notre société doit (re-)construire.

L'année 2026 sera déterminante. Des réformes importantes devront être précisées et mises en œuvre. Certaines décisions seront structurantes pour l'avenir de nos entreprises et de nos travailleurs. Dans ce contexte, notre responsabilité collective sera de rester mobilisés, de continuer à proposer des solutions et de défendre avec force ce qui fait la spécificité de nos modèles : concilier performance économique, impact social et dignité humaine.

Je tiens à remercier particulièrement les administrateurs, les membres, les partenaires et l'équipe de la Fédération pour leur engagement au cours de cette année particulièrement dense.

L'incertitude est présente. Mais notre détermination l'est tout autant.

Bonne lecture

Denis Morrier
Président



04

Les missions

➔ Représenter

La Fédération se positionne comme ambassadrice de ses membres et des activités qu'ils développent au service de l'insertion. À ce titre, elle est **activement engagée** dans une série de mandats institutionnels et d'actions de plaidoyer, en faveur d'une économie sociale durable et inclusive, spécifiquement orientée vers l'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi en Région wallonne.

MANDATS – ECONOMIE SOCIALE

COMES

La **Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale** rend des avis relatifs à trois dispositifs particuliers de l'économie sociale : les entreprises d'insertion, les initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale (IDESS) et les agences-conseils.

CONCERTES

ConcertES, plateforme de concertation des organisations représentatives de l'économie sociale, assure la mission de représentation de l'économie sociale, des membres, coopérateurs, travailleurs, investisseurs et autres parties prenantes mobilisées par les entreprises sociales. La Fédération y assure un rôle d'administrateur et la présidence.

CWES

Le **Conseil wallon de l'Economie sociale** rend des avis au Gouvernement wallon sur toute matière relative à l'économie sociale ainsi que sur la mise en œuvre d'actions et de projets spécifiques. Il est également chargé d'élaborer un rapport d'évaluation annuel sur l'exécution annuel du décret.

MANDATS – TITRES-SERVICES

À travers trois mandats spécifiques, Initiatives s'engage activement dans la défense et la promotion des valeurs de l'économie sociale au sein du secteur des titres-services. Ces mandats lui permettent de participer aux négociations menées à la fois au niveau régional et fédéral, et de porter la voix des structures d'économie sociale auprès des instances décisionnelles. 2025 a été une année très chargée concernant le TS en commission paritaire.

Commission paritaire 322.01

La **Sous-commission paritaire 322.01** est la commission paritaire fédérale des entreprises de titres-services. La Fédération est reconnue comme organisme représentatif des employeurs depuis 2012. Elle y représente les entreprises d'économie sociale dans les négociations sectorielles. De nombreux échanges et négociations ont eu lieu durant l'année 2025, entre blocages et négociations intenses.

FORM TS

Le **Fonds de formation sectoriel des titres-services** est le fonds sectoriel de formation belge, expert du secteur des titres-services. Avec le fonds de soutenabilité créé en son sein en 2018, FORM TS travaille sur la mise au point d'une politique de formation pour tous les travailleurs ouvriers et toutes les entreprises du secteur, en développant et coordonnant des initiatives de formation et en les faisant connaître. La Fédération siège au conseil d'administration de FORM TS.

Commission d'agrément TS

La **Commission consultative d'agrément des entreprises Titres-Services** est chargée de remettre un avis concernant l'octroi ou le retrait d'agrément des entreprises Titres-services. La Fédération est mandatée depuis 2016 par ConcertES pour y siéger.

PLAIDOYER POLITIQUE

Nous écrivions dans ce rapport l'année dernière que la formation d'une coalition « bleue-azure » — rassemblant le Mouvement Réformateur et Les Engagés — annonçait un changement de cap pour la législature 2024–2029, tant sur les plans budgétaire et économique que social.. et nous n'avons pas tort.

Si le début d'année a surtout sollicité nos forces sur la matière du titre-service, le conclave budgétaire du mois d'octobre 2025 est venu apporter les premières prémices de **la fin de l'écosystème de l'économie sociale comme nous le connaissons**. Entre chasses aux informations, négociations intenses, manifestations, organisation et mise en place de groupe de travail en urgence.. le dernier trimestre a été intense pour tout le secteur : entreprises d'insertion, IDESS, IES, Fédérations, CISP.. aucun secteur n'a été épargné par le stress de cette fin d'année. Il nous fallait donc investir tout notre temps et notre énergie dans nos missions de plaidoyer.

Etre chargé de communication ou expert en relation publique ne s'invente pas et malgré toutes les compétences présentes en interne, nous avons choisi de faire appel à des personnes expertes en la matière. Cette décision a demandé un grand investissement financier pour la Fédération Initiatives mais il nous paraissait essentiel de **communiquer de façon efficace et ciblée**. C'est pour ces raisons que nous avons fait appel à l'agence de relation publique **Pépité**, qui nous a aidé à réaliser les scénarios des témoignages, les reportages vidéos, les montages, à écrire une carte blanche impactante et à toucher le plus de médias possibles (La DH, La Libre, Le Soir, L'Avenir, etc). Ce partenariat avec Pépité, nous ne l'avons pas mené seul. En effet, ConcertES et Ressources se sont joint à nous tout le long, ce qui démontre une fois de plus la solidarité entre les acteurs de l'insertion.

Quid pour 2026 ?

Depuis janvier 2026, notre plaidoyer politique s'est fortement intensifié, avec de nombreuses rencontres auprès des cabinets en charge de l'emploi et de l'action sociale. En parallèle, la publication de nouvelles vidéos, largement relayées, renforce la visibilité de nos messages. Cette mission, exigeante et chronophage, est pourtant essentielle pour défendre les réalités et les valeurs de notre secteur. Nous restons pleinement mobilisés pour faire entendre la voix de l'économie sociale.

CE QUE NOUS AVONS OBTENU

L'année 2025 a été marquée par des pressions politiques et budgétaires importantes. Dans ce contexte, les actions menées par la Fédération ont contribué à des avancées concrètes pour le secteur.

Défense du dispositif SINE Face aux annonces du conclave budgétaire d'octobre, la Fédération a activement plaidé pour le maintien du programme SINE. Les mobilisations collectives, les prises de parole publiques et les échanges directs avec les cabinets compétents ont permis d'éviter une suppression pure et simple du dispositif, préservant ainsi un levier essentiel pour la réinsertion des publics les plus éloignés de l'emploi.

Reconnaissance spécifique de l'économie sociale dans les titres-services Un travail de fond a été mené tout au long de l'année pour que les entreprises d'économie sociale actives dans les titres-services ne soient pas traitées comme de simples opérateurs marchands. Ce plaidoyer a porté ses fruits : la spécificité de ces structures — leur mission d'insertion, leur investissement dans la formation, leur accompagnement individualisé — a été reconnue dans les discussions politiques, évitant une logique de cumul stigmatisante.

Avancées sectorielles sur les titres-services Les négociations menées durant l'été 2025 en commission paritaire ont abouti à plusieurs avancées concrètes pour les travailleurs et les opérateurs du secteur. Ces résultats, obtenus dans un contexte de fortes tensions, témoignent de la capacité de la Fédération à peser dans les négociations et à défendre des positions nuancées, ancrées dans les réalités de terrain.

Sur le plan de la mobilisation et de la visibilité

- Carte blanche publiée dans Le Soir, relayée dans La DH, La Libre et L'Avenir
- Rencontres directes obtenues avec les cabinets Jeholet et Demir
- Premier forum sectoriel : 150 participants réunis le 12 décembre
- Croissance continue du nombre de travailleurs représentés, malgré les incertitudes

ENTREPRISES D'INSERTION

L'année 2025 a été marquée par une relative continuité pour le secteur des entreprises d'insertion (EI), dans **un contexte toutefois plus tendu sur le plan politique et budgétaire**.

Si l'intérêt de porteurs de projet pour le modèle des EI reste présent, aucune dynamique de croissance significative n'a été observée, une année de plus. Les freins à la création et au développement des entreprises d'insertion demeurent structurels et nécessitent des adaptations du dispositif.

Parallèlement, **l'année a été fortement impactée par les décisions issues du conclave budgétaire wallon**, en particulier pour les entreprises d'insertion actives dans le secteur des titres-services. L'interdiction du cumul de certains dispositifs de soutien a fragilisé une partie du modèle économique de ces structures, **nécessitant l'ouverture de discussions approfondies avec les cabinets concernés**.

Dans ce contexte, la Fédération a intensifié **ses actions de représentation** et de communication afin de défendre les spécificités et les besoins du secteur. Cela s'est traduit par la mise en place de plusieurs initiatives : mobilisation du secteur, participation à des actions collectives, publications d'articles de presse, rédaction d'une carte blanche, ainsi que la diffusion de modèles de courriers à destination des décideurs politiques.

En parallèle, le processus de simplification administrative amorcé en 2024 s'est poursuivi, avec l'ambition de répondre plus concrètement aux réalités de terrain et de faciliter la gestion quotidienne des entreprises d'insertion.



IDESS

Les IDESS ont retrouvé une place centrale dans les priorités de la Fédération en 2025.

Après une période où la thématique avait été moins investie, nous avons fait le choix de la remettre au cœur de nos préoccupations, notamment grâce à une meilleure répartition de la charge de travail au sein de l'équipe. Cette dynamique s'est traduite par l'organisation de plusieurs groupes de travail dédiés, permettant d'aborder à la fois les enjeux de simplification administrative et les premières réflexions autour de la future réforme du dispositif. Ces espaces d'échange ont permis de renouer un dialogue de proximité avec les structures concernées, d'identifier les réalités de terrain et de préparer collectivement les évolutions à venir.



TITRES-SERVICES

En 2025, le dossier des titres-services a occupé une place particulièrement importante dans le travail de la Fédération, tant en raison du poids que représente ce secteur pour nos membres que des nombreuses évolutions politiques et réglementaires qui l'ont traversé. Avec une part significative de nos structures actives dans ce champ, il était essentiel pour la Fédération de se positionner comme un **interlocuteur crédible**, force de proposition et défenseur des réalités spécifiques des entreprises d'économie sociale actives dans les titres-services.

Tout au long de l'année, nous avons assuré un suivi étroit de l'actualité politique et sectorielle, en maintenant un dialogue régulier avec les cabinets ministériels compétents. Plusieurs rencontres ont ainsi eu lieu avec les cabinets de Pierre-Yves Jeholet et de Zuhail Demir, permettant de porter directement les préoccupations du terrain, de relayer les inquiétudes de nos membres et de défendre les spécificités des entreprises d'insertion actives dans le dispositif titres-services. Ces échanges ont porté sur de nombreux enjeux structurants : financement du secteur, organisation institutionnelle, formation, conditions de travail, perspectives d'évolution du dispositif et reconnaissance du rôle social joué par les acteurs de l'économie sociale.

Le plaidoyer mené par la Fédération s'est également traduit par la production de nombreuses **notes d'analyse**, **interventions écrites** et **prises de parole** orales, destinées à alimenter les discussions politiques et à faire entendre une voix nuancée, ancrée dans les réalités de terrain. Notre objectif n'a jamais été de défendre le dispositif de manière abstraite, mais bien de rappeler ce qui distingue les entreprises d'économie sociale actives dans les titres-services : leur capacité d'accompagnement, leur investissement dans la formation, leur rôle d'insertion socioprofessionnelle et leur contribution à une économie plus inclusive.

Plusieurs **prises de position publiques** ont également marqué l'année. En février, la Fédération a diffusé un communiqué de presse appelant à une régionalisation de la commission paritaire, avec l'objectif de mieux adapter les décisions aux réalités wallonnes et aux besoins spécifiques du secteur. En avril, face au blocage des négociations sectorielles, un nouveau communiqué a permis de rappeler les enjeux concrets pour les entreprises et leurs travailleurs, dans un contexte de fortes tensions. En parallèle, la Fédération a relayé et produit plusieurs contenus d'analyse sur des sujets sensibles tels que le recours au Conseil d'État ou encore l'indexation du prix du titre-service, afin de décrypter les impacts potentiels pour les opérateurs de terrain.

L'un des travaux majeurs de l'année a également été **la rédaction d'un document de référence complet** consacré au dispositif titres-services. Ce travail conséquent, représentant plus de soixante pages, a permis de structurer une base de connaissances approfondie sur le fonctionnement du système, son historique, ses enjeux financiers, réglementaires et sociaux, ainsi que les points de vigilance spécifiques à l'économie sociale. Véritable outil stratégique, ce document constitue aujourd'hui un support précieux tant pour le travail interne de la Fédération que pour les échanges avec les décideurs politiques et partenaires sectoriels.

Au-delà des prises de position visibles, 2025 a surtout confirmé la nécessité d'un travail de fond constant sur ce dossier complexe et hautement sensible. Le secteur des titres-services est traversé par des tensions économiques, des attentes politiques fortes et des débats de fond sur son avenir. Dans ce contexte, la Fédération a pleinement assumé son rôle de représentation, de veille, d'analyse et de plaidoyer, avec la volonté constante de défendre un modèle de titres-services porteur de sens, qui ne se limite pas à une logique marchande mais intègre pleinement les dimensions d'insertion, de qualité de l'emploi et d'impact social.

Événement – GSEF

Notre présidente en 2025, Ophélie Lababsa, et notre conseillère en titres-services, Elisabeth Steen, sont parties représenter la Fédération InitiativES et le secteur de l'insertion socioprofessionnelle en économie sociale durant plusieurs jours au GSEF, se situant cette année à Bordeaux.

Cet événement international dédié à l'économie sociale a été une belle opportunité d'échanges, d'inspiration et de mise en perspective de nos réalités wallonnes dans un contexte plus large.

À travers les rencontres et les discussions, elles ont pu nourrir les réflexions de la Fédération et renforcer les liens avec d'autres acteurs engagés. Une présence qui illustre notre volonté de rester connectés aux dynamiques internationales et de continuer à faire évoluer le secteur.



SERVICES AUX MEMBRES

En 2025, dans un contexte particulièrement mouvant pour les dispositifs d'insertion en économie sociale, la Fédération InitiativesES a renforcé son accompagnement auprès de ses membres afin de leur offrir un soutien concret, réactif et adapté aux réalités de terrain.

Au-delà de la mise à disposition d'informations ciblées, la Fédération a assuré une veille quotidienne sur l'actualité politique, réglementaire et sectorielle, avec un travail constant de décryptage, d'analyse et d'alerte. Ce suivi a permis d'informer rapidement les membres sur les évolutions susceptibles d'impacter leurs activités, mais également de les accompagner dans la compréhension d'enjeux parfois complexes.

L'offre de services s'est également traduite par l'organisation de séances d'information, de groupes de travail thématiques, la création d'outils pratiques et le développement de projets ou partenariats répondant à des besoins émergents. Plus qu'un simple appui technique, cet accompagnement vise à renforcer la capacité d'action des structures membres et à leur permettre d'évoluer dans un environnement en constante transformation.

ÉCHANGES & RÉSEAUTAGE

En 2025, les espaces d'échange et de réseautage ont pris une dimension particulièrement stratégique. Face aux nombreuses réformes et incertitudes impactant le secteur, la mise en réseau des membres a constitué un levier essentiel pour partager les réalités de terrain, confronter les expériences, identifier collectivement les enjeux prioritaires et construire des réponses communes.

Les commissions, groupes de travail, séances d'information et événements organisés par la Fédération ont permis de renforcer cette intelligence collective, tout en alimentant directement le travail de représentation et de plaidoyer mené par InitiativesES. Ces espaces ont également contribué à structurer des dynamiques de mobilisation sectorielle lorsque cela s'est avéré nécessaire.

Parallèlement, la Fédération a poursuivi le développement de ses collaborations avec les acteurs clés de l'économie sociale, de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle. Son implication active au sein de ConcertES, ainsi que les partenariats développés avec les fédérations sœurs, les acteurs institutionnels et les réseaux du secteur, permettent de renforcer les synergies, de porter une parole collective forte et de défendre les intérêts des entreprises d'insertion en économie sociale.

La fédération agit comme vecteur de communication entre ses membres mais aussi comme relai auprès d'acteurs pertinents qu'ils soient de la société civile ou des institutions publiques.

Nous avons investis beaucoup de temps dans les différents GT/séances d'informations organisés en 2025. Il est essentiel de communiquer sur nos réalités et de partager les retours d'expériences et bonnes pratiques de chacun.

GROUPES DE TRAVAIL

Les membres de l'équipe se sont répartis les différents groupes de travail organisés en interne ou par et avec nos partenaires :

- GT Simplification administrative
- GT IDESS
- GT Convention Forem
- GT Escap ACB
- GT ConcertES : GT Plaidoyer - Gt Communication - GT Observatoire - GT Europe - GT Gouvernance



COMITÉ STRATÉGIQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le comité a pour mission principale l'élaboration et le suivi de plans d'actions annuels, en vue de répondre concrètement aux besoins en terme d'emploi et de recrutement. Il œuvre à l'identification des leviers et des actions à mettre en place pour mieux articuler les dispositifs du FOREM avec les réalités du terrain.

Ce comité réunit des représentants des partenaires sectoriels ainsi que des collaborateurs du FOREM, tant du siège central que des services territoriaux.

FORMATIONS

CATALOGUE DE FORMATION 2025

Accompagner nos membres, c'est aussi investir dans le développement de leurs compétences. À travers notre catalogue de formations 2025, nous avons proposé des contenus adaptés aux enjeux concrets rencontrés par les structures d'économie sociale, avec une attention particulière portée aux évolutions réglementaires, aux pratiques de gestion et aux réalités humaines du secteur. Ces temps d'apprentissage sont aussi des espaces d'échange entre pairs, favorisant le partage d'expériences et l'intelligence collective.



EN RÉSUMÉ

Vingt formations ont été proposées pour l'année programme de formations 2025. Suite à un manque d'inscriptions, voici le résumé des formations qui ont été données avec nos partenaires :

- 9 formations données
- 81 personnes formées

VEILLE POLITIQUE ET STRATÉGIQUE

Dans un contexte politique particulièrement mouvant, la Fédération accorde une attention quotidienne au **suivi de l'actualité** susceptible d'impacter ses membres et leurs dispositifs. Cette mission de veille constitue un levier essentiel pour anticiper les évolutions, identifier les signaux faibles et adapter notre action de représentation et d'information.

Concrètement, cette veille se traduit par un suivi régulier de l'**actualité médiatique** liée à l'emploi, à l'action sociale et à l'économie sociale, une surveillance active des communications institutionnelles et des **réseaux sociaux** des acteurs clés, ainsi qu'un monitoring attentif des **travaux parlementaires**, en particulier au sein des commissions compétentes en matière d'emploi et d'action sociale. Cette démarche permet à la Fédération de rester en prise directe avec les évolutions réglementaires, les débats politiques et les orientations stratégiques susceptibles d'impacter nos secteurs.

Au-delà de ce travail d'observation, cette veille alimente directement nos actions de plaidoyer et les informations transmises à nos membres. Dans un environnement où les réformes s'accroissent et où les annonces politiques peuvent avoir des conséquences immédiates sur les structures de terrain, disposer d'une information fiable, actualisée et contextualisée est devenu un enjeu central.

Communication de la Fédération

Pour 2025, notre objectif était d'améliorer notre communication, sur tous les canaux à notre disposition. Nous le savons, être visible sur les réseaux est essentiel pour assurer une bonne diffusion de nos messages.



Présence sur les réseaux sociaux 120 publications

Nous avons **doublé** le nombre de nos publications en mixant des informations sur nos formations, l'actualité de nos membres et du secteur.



Newsletters et articles 13 éditions et 9 articles

Nous vous avons transmis une newsletter par mois, en plus de la rédaction de 9 articles sur notre site internet, abordant des sujets variés sur l'économie sociale.



Courriers et communiqués 3 communications

Nos communications concernaient surtout le titre-service pour les premiers trimestres et le SINE pour la fin d'année 2025.



Séances d'interventions 8 participations externes

Les membres de l'équipe sont intervenus à plusieurs reprises, avec le FOREM, ESCAP, Municipalia ou au GSEF.



Campagnes de communication

Nous avons participé à l'élaboration et au partage des campagnes de communication des Acteurs de l'Economie sociale

EVENEMENT ANNUEL

Forum de l'insertion socioprofessionnelle en économie sociale

Le 12 décembre 2025, la Fédération Initiatives a franchi une étape importante en organisant, pour la première fois, un événement d'une telle ampleur. Cet événement intervient dans le cadre de la Subvention en économie sociale, gérée en partenariat avec la Fédération des CPAS.

Avec près de **150 participants** issus des CISP, EI, IDESS et CPAS, ce forum a rassemblé une diversité d'acteurs engagés autour d'un objectif commun : renforcer les dynamiques d'insertion socio-professionnelle en Wallonie.



La matinée a été rythmée par des **interventions variées**, mêlant témoignages de travailleurs et de responsables d'entreprises, analyse de l'actualité sectorielle par Bénédicte Sohet, ainsi que la présence du **Ministre Yves Coppieters**, qui nous a fait l'honneur de participer à cette rencontre.

Autant de regards croisés qui ont permis de nourrir les réflexions et de valoriser les réalités concrètes du secteur.

Cet événement n'aurait pas eu la même portée sans **le partenariat étroit avec les CISP et les CPAS**, que nous remercions chaleureusement. Au-delà de l'organisation, ce forum a surtout été un espace de rencontres, d'interactions et de partage d'expériences.

Une première édition riche d'enseignements, qui renforce notre volonté de poursuivre ce type d'initiatives collectives au service du secteur.



Projets 2026

Campagne Sang souci

En 2026, la Fédération a choisi de s'engager dans un nouveau projet à impact social concret en rejoignant la campagne Sang Souci, dédiée à la lutte contre la précarité menstruelle.

Cette initiative est née d'un besoin exprimé directement par nos membres, qui nous ont fait remonter les difficultés rencontrées sur le terrain autour de cette thématique encore trop souvent invisibilisée. Parce que l'accès aux protections hygiéniques reste un enjeu de dignité, de santé et d'égalité, il nous a semblé essentiel de pouvoir apporter une réponse concrète et de soutenir nos structures sur cette question.

C'est dans cette dynamique que nous avons noué un nouveau partenariat afin de participer activement à cette campagne de sensibilisation et de distribution. Grâce à cette collaboration, la Fédération a reçu du matériel de sensibilisation, des protections hygiéniques ainsi qu'un distributeur, permettant de contribuer concrètement à l'amélioration de l'accès à ces produits essentiels.

Au-delà de la sensibilisation, cette action s'inscrit pleinement dans les valeurs portées par l'économie sociale : répondre à des besoins fondamentaux, lutter contre les inégalités et agir de manière concrète pour renforcer la dignité de chacun.



Vous souhaitez vous aussi rejoindre l'initiative ?

Si votre structure souhaite devenir centre de distribution ou obtenir du matériel pour ses travailleurs et bénéficiaires, n'hésitez pas à prendre contact avec nous. Ensemble, faisons reculer la précarité menstruelle.

05

Les membres

Nom de l'entreprise	Secteur d'activité	Province	Agrément
ACLE Titres-services	EI	TS	LIE
ADIEU POUSSIÈRES CENTRE ET BORINAGE SCRL FS	EI	TS	HAI
ADM VILLAGE N°1 SCES	EI	SEP	BW
ALPHA SERVICES LIEGE SCRL FS (groupe UTE Méta-Services)	EI	TS	LIE
A'TOUT FER SCRL FS	EI	TS	HAI
AU PLUS NET SCRL FS	EI	SEP	NA
AYWAILLE VERVIERS SERVICES SCRL FS (Cortigroupe)	EI - IDESS	BAT - EV	LIE
BE-SERVICES (Age d'or services liège)	EI	TS	LIE
BIEN CHEZ TOIT (INTEGRA PLUS - association de CPAS))	IDESS	BAT - MS - TXS	LUX
BIP-EXPRESS	EI	TS	LIE
BOTHANET SERVICES SCRL FS	EI	TS	HAI
BRILLO SC	EI	PT	HAI
BTEAM Village n°1 ENTREPRISES SA FS	EI	TSM	BW
CAIPS	FEDE	CISP	LIE
CIRCUITS PAYSANS (anciennement La Coopérative Ardente)	EI	alimentaire	LIE
COMET SERVICES SCRL FS	EI	TR	HAI
CORTI TREIZE	EI	Horeca	LIE
CORTIBAT SCRL FS	EI	BAT	LIE

CORT'IDESS SCRL FS	EI – IDESS	SEP	LIE
COULEUR TERRE SCRL FS	EI	BAT	NA
CPAS de BEYNE (HOME SERVICES)	IDESS	EV – PT – TXS	LIE
CPAS de BINCHE – IDESS	IDESS	TX – ES	HAI
CPAS de CHAUDFONTAINE – IDESS	IDESS	BAT – EV – TXS – MAG	LIE
CPAS de ESNEUX – IDESS	IDESS	BAT – EV	LIE
CPAS de FLERON – IDESS	IDESS	BAT-EV	LIE
CPAS de SPRIMONT – IDESS	IDESS	ES – PT – TXS	LIE
CPAS de VIROINVAL – IDESS	IDESS	EV – TXS	NA
CPAS de VIROINVAL – IDESS	IDESS	BAT – TX	HAI
CSD Centre et Soignies	IDESS	TX	HAI
CSD de CHARLEROI	IDESS	TX	HAI
CYREO SCRL FS	EI	TR	BW
DEFI ONE SCRL FS	EI	SEP	HAI
DURECO SCRL FS	EI	TR	LUX
ECODIPAR SCRL FS (groupe UTE-Méta Services)	EI	TSM	LIE
EKOSERVICES BELGIQUE SCRL FS	EI	TS	HAI
EKOSERVICES JURBISE SCRL FS	EI	TS	HAI
EKOSERVICES REGION DU CENTRE SCRL FS	EI	TS	HAI
EKOSERVICES WALLONIE PICARDE SCRL FS	EI	TS	HAI
EURO SERVICES QUALITE (SC agréée ES)	IDESS	BAT – EV – TXS	HAI
FEBECOOP	FEDE	AGC	LIE

FESTA SERVICES SCRL FS	EI	TS	HAI
FLEUR SERVICE SOCIAL ASBL	IDESS	MAG - TXS (dém)	LIE
G'ESTIME2 SCRL FS	EI	TS	HAI
GROUPE D'ACTION LOCALE (GAL) PAYS DES CONDRUSES ASBL	IDESS	TXS	LIE
HAUTE MEUSE NET SERVICES 2 SCRLFS (Corticlean)	EI	TS	LIE
HOME NET SERVICE SCRL FS	EI	TS	LIE
ISOPROJECT SCRL FS	EI	BAT	HAI
JEFAR T. SERVICES SCRL FS	EI	TS	LIE
LA COOPERATIVE DE LA SAVONNERIE SCRL FS	EI	TS	NA
LA LOCOMOBILE SCRL FS	EI - IDESS	SEP + TXS	LUX
LA MAISON DES SERVICES	EI	TS	HAI
LA PETITE FEE DU LOGIS SCRL FS	EI	TS	HAI
LA RESSOURCERIE LE CARRE ASBL	IDESS	MS	HAI
LA RESSOURCERIE NAMUROISE SCRL FS	EI	TR	NA
LA TABLE DES HAUTES ARDENNES SCRL FS	EI	Horeca	LUX
LE GRAND MENAGE SCRL FS	EI	TS	HAI
LE RATON LAVEUR	EI	TS	HAI
LE TREMLIN ASBL	IDESS	EV - MS	
LES COMPAGNONS DE LA MAISON ASBL	IDESS	BAT - EV	LUX
LES COUPS DE POUCE FLEURUSIENS SCRL FS	EI	TS	HAI
LES FEES DU SERVICE SCRL FS	EI	TS	LIE
LES LAVANDIERES DU BONALFA SCRL FS	EI	SEP	LUX

MADAME EST SERVIE HUY SCRL FS	EI	TS	LIE
MAXINET-CENTRE	EI	TS	HAI
MDM FACILITIES SCRL FS	EI	SEP	HAI
META SERVICES SCRL FS	EI	TS	LIE
MEUSINSER	EI	SEP	LIE
NAMOCLEAN SCRL FS	EI	TS	NA
NATISE SCRL FS	EI	TS	NA
NELTANE SCRL FS	IES	BAT	HAI
NEUPRE NET SERVICES SCRL FS (issu du Cortigroupe)	EI	TS	LIE
NEW JOB SERVICES (LE COUDMAIN ASBI)	IDESS	EV	LIE
POLE DES SERVICES SCRL FS	EI	TS	NA
PROGRESKOM SCRL FS	EI – IDESS	SEP	LUX
PROP'HOUSE SCRL FS	EI	TS	HAI
PROXISERVICE SCRL FS	EI	TS	HAI
RACYNES ASBL	IDESS	BAT-EV-TXS-MS	LIE
RAPPEL SCRL FS	EI	TR	BW
RECOL'TERRE SCRL FS	EI	TR	LIE
REPASS-EXPRESS SCES	EI	TS	HAI
RES ASBL	FEDE	AC	LIE
RETRIVAL	EI	TR	HAI
SAMBRE-SERVICES 2 SCRL FS	EI	TS	HAI
SAMBRE-SERVICES SCRL FS	EI	TS	HAI

SAW-B ASBL	FEDE	AC	HAI
SECONET SCRL FS	EI	SEP	HAI
SECOPASS SCRL FS	EI	TS	HAI
SERESA SUPPORT SCRL FS	EI	SEP	BW
SERVI+ SCRL FS	EI	SEP	LIE
SERVIDIS SCRL FS	EI	TS	LIE
SERVINAM SCES	EI	TS	NAM
SOFIE SCRL FS	EI	TR	LIE
STAV'CLEAN SCRL FS	EI	TS	LIE
STEP SERVICES SCRL FS	EI	TS	LIE
SWD GROUP (LES FEES DE SABINE) - SCES agréée	EI	TS	LIE
THUDI'VERT SERVICES (L'ESSOR ASBL)	IDESS	BAT - EV	HAI
TRINK HALL CAFE SCRL FS	EI	Horeca	LIE
TRI-TERRE SAFS	EI	TR	LIE
TRUSQUIN TITRES SERVICES SCRL FS	EI	TS	LUX
VIN DE LIEGE SCES	IES	alimentaire	LIE
VIT'ALE MANNE SCRL FS	EI	TS	HAI

06

Contact



Fédération wallonne des Entreprises d'Insertion, des Initiatives de Développement de l'Emploi dans les secteurs des Services de proximité à finalité Sociale et des Initiatives d'Economie Sociale

Coordonnées :

BCE : 0885.885.855
98 rue Nanon
5000 NAMUR

Infos et contacts :

www.initiatives.be / info@initiatives.be
Président - Denis Morrier